

FLAMBEAU
des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N°583 du Jeudi 04 Avril 2019 PRIX : 250 F CFA

Célébration de la Journée Internationale des Droits de la Femme

**Le SYNPHOT et la FENASSEP entre
constats et recommandations** P.5

Editorial

**Chef
sans file** P.3

Economie / Dette publique **Le Togo** P.3
sous la barre des 70%

Réformes politiques / A minima ou a maxima

Faure Gnassingbé,
Président de la République,
Président du parti UNIR,
parti majoritaire à
l'Assemblée Nationale

L'heure a sonné, P.5
Monsieur le Président !



Coin littéraire

« Les Fils de la lumière », Roger Peyrefitte

Ils sont légion à boire le thé Lipton sans savoir que son concepteur dont il porte le nom est un Franc-maçon pur sucre. Ils sont légion à applaudir la Révolution française de 1789 qui a jeté sur le monde les lumières de la Démocratie et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme tout en oubliant que ce sont les Templiers soutenus par une caste de Philosophes qui en sont les artisans. Roger Peyrefitte, dans « **Les Fils de la lumière** » nous plonge dans un décryptage ou une odyssée au cœur des arcanes des adeptes de l'équerre et de la truelle.

Quel phénomène que la Franc-maçonnerie qui révolutionne la pensée et façonne de sa main l'image du monde tout en s'entourant de mystère, de silence ? En réalité, aux dires

de l'auteur, la Franc-maçonnerie a toujours été le poumon du monde, l'étoile qui plante ses tentacules au cœur, entre autres, de la politique, de la réflexion novatrice et des arts dont la littérature qui porte ses griffes.

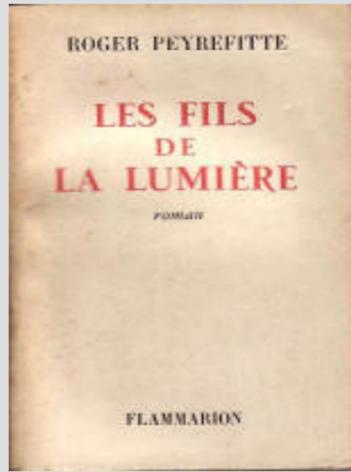
« J'ai été initié à la Franc-maçonnerie à 123 francs », confesse Stendhal, auteur du célèbre roman *Le Rouge et le Noir*, Victor HUGO en reçoit le diplôme sur l'île de Jersey lors de son exil politique, le grand poète anglais Oscar Wilde, Honoré de Balzac et moult littérateurs ont mordu à son appât. « Si tu ne sais pas mourir et renaître, la vie ne serait qu'un long fardeau pour toi », dixit l'écrivain allemand Franc-maçon Goethe dans son livre *Faust*, découvrant ainsi les rites initiatiques des néophytes de la secte mondiale.

Sur le ring politique, elle



a donné à la France sa devise (Liberté-Egalité-Fraternité), à l'Amérique le statut de la liberté, à l'Afrique de grands politiciens et penseurs comme NASSER, Léon MBA le premier Président du Gabon, Blaise Diagne le premier député africain, au Togo de grands économistes tels Nadim Khalif, le Togolais.

La mode vestimentaire



n'en est pas épargnée. Rhabiller l'humanité d'habit d'Adam et Eve, tel est son but. Conséquence, le sexisme à outrance constaté à tout bout de champ.

La religion n'en est pas du reste aussi épargnée. La haine des Catholiques a poussé la Franc-maçonnerie à transformer l'église sainte GENEVIÈVE en cimetière maçonnique, aujourd'hui

le Panthéon où résident les cendres des grands penseurs ayant fait la France. Qu'on ne tente pas le vain projet de nous démentir avec l'argument des prêtres catholiques hérésiarques qui traînent leur soutane dans les loges maçonniques. Tout cela est épluché dans « **Les Fils de la lumière** ».

Loin de nous le dessein vil d'écorner l'image ou de se perdre dans un verbiage laudatif de la Franc-maçonnerie, sur qui se reposent les assises de l'humanité à laquelle elle a livré les fleurons de ses réalisations, mais la question impérieuse est de savoir où elle mène l'humanité. On pourrait à juste titre répondre avec ces vers tirés des *Fleurs du Mal* de BAUDELAIRE : à « l'enfer ou au paradis, qu'importe ! »

Oscar SEKAYA



Le civisme fiscal est une composante importante pour la réussite de notre PND. Le consentement de tous les Contribuables à l'impôt participe de la démarche inclusive recherchée dans le PND, tout en ayant comme pendant naturel l'obligation de reddition de comptes à tous les niveaux.



Le Président de la République Togolaise, **Foure Essozimna Gnassingbé** lors du lancement du PND le lundi 4 mars 2019



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Forum Economique Togo-UE www.togoforum-ue.tg pour plus de visibilité

Les préparatifs du forum Togo-Union Européenne (UE), prévu se tenir du 13 au 14 juin 2019, vont bon train. Les différentes composantes impliquées travaillent à une meilleure organisation de ce rendez-vous économique de haut standing devant réunir investisseurs nationaux et européens sont à pied d'œuvre. C'est dans cette perspective qu'a été lancé, le lundi 1^{er} avril dernier, par le gouvernement togolais, un portail exclusivement destiné audit forum.

www.togoforum-ue.tg. C'est par ce lien que tout internaute et opérateur économique, désireux de s'informer sur les modalités d'inscription et de participation et surtout, l'agenda à l'ordre du jour de ce forum économique auquel sont attendus 400 participants du Togo et des 28 pays de l'Union Européenne (UE).

Officiellement dévoilé au travers d'une conférence de presse présidée par le ministre en charge du Commerce, Kodzo Adedze, ce site internet dont l'objectif est d'assurer une meilleure visibilité à ce forum comprend une panoplie d'informations utiles, notamment des informations générales sur le Togo, le PND, les opportunités d'investissements et, bien évidemment, une fenêtre par laquelle pourra s'écrire tout opérateur désireux de participer à ce forum.

A ses côtés, le Secrétaire Général de la Présidence de la République, Têvi Benissan, la Coordinatrice de la Cellule du Climat des Affaires au Togo, Sandra Johnson, le Représentant de l'Union Européenne et le Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo (CCIT), le ministre Adedze a lancé un vibrant appel aux opérateurs économiques à visiter ce portail devant leur permettre de se mobiliser davantage pour la réussite de cet évènement. Un rendez-vous d'opportunités d'affaires qui, explique le Secrétaire Général de la Pré-

sidence de la République, devra permettre de mobiliser des investissements pour une meilleure mise en œuvre de l'ambitieux Programme National de Développement (PND) dont les trois quarts du budget global seront portés par le secteur privé. « Les préparatifs vont bon train avec les six commissions mises en place à cet effet par le gouvernement. Tout se déroule normalement pour faire de ce forum, une réussite », rassure, pour sa part, Sandra Johnson, Conseillère du Chef de l'Etat et membre du Comité d'organisation.

Conçu par trois Togolais, www.togoforum-ue.tg renseigne également sur les huit (8) thématiques en lien avec l'agriculture, les Infrastructures, le Tourisme, l'Education, la Santé, les Transports, les Tics et l'Economie bleue. Il en est de même pour les six (6) sessions de réseautage et les différentes sessions B to B prévues pour la circonstance. Ceci, sans oublier les signatures de contrats devant parvenir entre les Togolais porteurs de projets viables et bancables et les investisseurs européens.

Pour ce faire, un appel à projets a été lancé pour la sélection de 100 projets bancables. Ouvert aux opérateurs économiques porteurs de projets matures, cet appel durera trois semaines, partant du 1^{er} avril, la date du lancement.

Jaurès KINVI

EDITORIAL Chef sans file

L'Opposition togolaise n'existe pas, faut-il l'inventer ? Ils sont désormais nombreux, ces Togolais à se rendre à l'évidence que l'Opposition togolaise s'est dérobée à son destin, cette Opposition qui n'a jamais cessé de nager dans les intérêts et d'hésiter entre espoir et résignation. On se regroupe aujourd'hui, on se disperse demain, on rafistole mais jamais on ne change d'équipage ni de navire, l'histoire s'écrit de père en fils.

Les pages du passé douloureux de ces hommes qui prétendent se battre pour la nation se tournent. Une autre vient de se tourner, une autre a commencé par s'écrire depuis mardi avec Gilchrist Olympio, ancien opposant charismatique, nouveau Chef de file de l'Opposition. Avec 7 députés à l'Assemblée Nationale, l'Union des Forces de Changement(UFC) devient la principale force politique de l'Opposition parlementaire (sic !), ce qui fait de son Président, le Chef de file de l'Opposition.

Ce dernier succède à Jean- Pierre Fabre dont le parti l'ANC au sein de la Coalition des 14 partis politiques a boycotté les élections législatives. Un retour en grâce sur l'échiquier politique de Gilchrist Olympio. Seulement la question qui se pose est celle de connaître le wagon que la locomotive Ufc draine. En clair, le Chef n'a pas de file, il doit attendre la fin de la réinvention de l'Opposition togolaise amorcée par le parti au pouvoir.

D'ailleurs, le plus important pour ce dernier reste les avantages liés à ce statut. L'octogénaire Président de l'UFC n'a pas tardé à ressusciter ses envies pour 2020, lui qui n'a pas su digérer le traitement réservé à son accord historique de rapprochement du pouvoir. L'autre fils du père continue de rêver la magistrature suprême du pays. La bataille de 2020 risque de se jouer entre les fils des Présidents.

En l'absence d'une Opposition forte, 2020 passe comme une lettre à la poste, si, d'ici là, les rapports de force ne sont pas inversés.

Isaac Tonyi

Assemblée Nationale/ Première Session de l'Année 2019

C'est parti !

Conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution togolaise, notamment l'article 55 alinéa 1, la sixième Législature de la IVème République a ouvert, le mardi 02 avril dernier 2019, sa première session ordinaire de l'année 2019. C'est au cours d'une cérémonie solennelle tenue, à Lomé, au siège de l'Assemblée Nationale, en présence de plusieurs personnalités nationales et étrangères.

C'est une salle du Parlement archicomble qui a accueilli la première session ordinaire de l'année 2019 de la sixième Législature de la IVème République. Les députés nouvellement élus, avec

plomates, Dr Gilchrist Olympio, le tout nouveau Chef de file de l'Opposition togolaise et une délégation de l'Assemblée parlementaire ACP-UE, conduite par le député européen, Louis Michel.



Photo de famille

écharpes aux couleurs nationales ont répondu à ce rendez-vous hautement symbolique institué par la Constitution togolaise et présidé par Chantal Yawa Tsègan, la Présidente de l'Assemblée Nationale.

Dans son discours de circonstance, la Présidente de la sixième législature de la IVème République a, avant tout, appelé ses collègues à plus d'application en vue de répondre convenablement aux

de consolider la démocratie dans notre pays et de maintenir entre les différents acteurs politiques, un climat de concertation et de tolérance », a annoncé, du haut de son perchoir, Chantal Yawa Tsègan.

Outre son assurance à l'ensemble de la classe politique de l'accompagnement de la Représentation nationale à toutes les étapes de la vie de la marche commune vers un lendemain meilleur pour toutes les filles et les fils du Togo, Mme Tsègan a également rassuré que le parlement s'emploiera à accompagner la dynamique de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) par l'aval de tous les projets de loi que le gouvernement introduira, à cet effet. « Notre Assemblée aura l'impérieuse mission d'étudier et de voter l'ensemble des textes législatifs nécessaires à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND). Elle participera à l'initiative de vulgarisation et d'appropriation du PND par les concitoyens », a notamment indiqué la Présidente de l'Assemblée Nationale.

Voilà donc qui annonce, tambour battant, l'immense chantier qui at-

« Notre Assemblée aura l'impérieuse mission d'étudier et de voter l'ensemble des textes législatifs nécessaires à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND). Elle participera à l'initiative de vulgarisation et d'appropriation du PND par les concitoyens »... Voilà donc qui annonce, tambour battant, l'immense chantier qui attend le nouveau parlement issu des législatives du 20 décembre 2018.

Le tout, sous les regards bienveillants de plusieurs personnalités et délégations de pays voisins à l'instar du Ghana, du Burkina Faso et de la Guinée. Au rang de ces invités, figurent les Présidents des Institutions de la République, le Premier ministre, Selom Komi Klassou et les membres du gouvernement, des di-

aspirations. Et de rassurer, ensuite, les Togolais que les réformes constitutionnelles et institutionnelles qu'ils appellent de tous leurs vœux, feront partie des priorités de leur agenda. « Ceci annonce la mise en œuvre des réformes attendues par tous les Togolais et constitue des réponses tangibles de la volonté de l'Exécutif

tend le nouveau parlement issu des législatives du 20 décembre 2018. Vivement que ce quinquennat soit couronné, à terme, par de résultats probants dont se satisfera la majorité des Togolais.

Magloire TEKO

Economie / Dette publique

Le Togo sous la barre des 70%

La dette publique du Togo est passée en dessous des 70% à fin mars. La nouvelle a été portée le mardi dernier par le ministre Sani Yaya de l'Economie et des Finances, à l'issue de la mission des services du Fonds Monétaire International dans le cadre de la quatrième revue de la FEC (Facilité Elargie au Crédit). Elle plafonnait à plus de 80% à la fin 2016 et cette baisse significative est la volonté du pays d'inverser la tendance. La mission constate que cet effort est dû à l'effort budgétaire consenti, « l'important effort budgétaire amorcé en 2017 s'est



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

poursuivi jusqu'en septembre 2018. Quelques lignes de dépenses ont dépassé les prévisions. Du reste, les réformes budgétaires structurelles et les autres programmes de réformes progressent », lit-on dans le rapport de la mission.

Une légère hausse de la dette extérieure du pays est à constater, elle passe de 19,9% du PIB à fin décembre 2017 à 20,5% au même mois en 2018. Dans le même temps, la dette intérieure passe de 58,8% à 56,7% du PIB.

Métiers du monde

Ruben Assure son autonomisation par la cordonnerie

L'informel est un secteur entrepreneurial aujourd'hui de plus en plus délaissé des jeunes. Toute indépendance du jeune nécessite une formation au préalable. Ladite formation de l'apprenti débouchant sur son autogestion, son autonomie exige également un investissement conséquent pour l'ouverture de son nouvel atelier. Cette semaine nous sommes allés à la rencontre de Ruben Kokouvi Séwéléno, jeune cordonnier autonome, dans son atelier.

FLAMBEAU DES DEMOCRATES : Bonsoir Ruben. Que fait un cordonnier ? Parlez-nous de vos débuts dans ce métier.

Ruben Séwéléno : Bonsoir. Le cordonnier est un artisan ayant reçu une formation dans la conception et le travail des chaussures de toutes natures. Après mon brevet d'études scolaires, j'ai été inscrit en apprentissage de 2010 en 2014. Ladite formation achevée et ne trouvant pas des soutiens financiers pour ouvrir un atelier, j'ai dû travailler comme vendeur des produits Fan Milk. Ainsi mes efforts ont payé. Depuis presque quatre (4) ans, j'y suis arrivé. Je l'ai ouvert devant notre maison, située au bord d'une avenue. Me connaissant depuis mes temps d'apprentissage, la clientèle fuse.

Le métier de cordonnier, est-

ce un palliatif du chômage ? Peut-on partir de rien pour devenir cordonnier ?

Notre métier est très passionnant. Il est fait de relations tissées çà et là, nécessite, après formation, un investissement conséquent, pour l'ouverture d'un atelier. Ceci rend autonome.

Parlez-nous un peu de vos services. A qui les rendez-vous ?

Nos clients sont des citoyens de toutes couches sociales. Les clients étrangers sont nos jackpots puisque leurs commandes varient de 20 paires de chaussures à 50 paires. Nous rendons aussi service aux commerçants de chaussures et aux citoyens lambda désireux de nos services. Nous concevons aussi des chaussures de design décorées en pagne, des ceintures en cuir. Nous distinguons des



chaussures fermées en cuir, des babouches, des tapettes, des sandales royaux communément appelés "Hiniba", entre autres. Pour une paire de chaussures, les prix varient de 15000 à 20000 FCFA ; pour une paire de babouches, le prix est de 6000 FCFA ; pour une paire de tapettes (sandales en caoutchouc et cuir), le prix est de 3500 FCFA ; pour les ceintures en cuir, les prix tournent autour de 5000 FCFA. Les prix dépendent aussi de la qualité du matériel utilisé. Nos matériels de travail sont les « peaux locales » (de bélier), « peaux de pêches », « iguanes », « varans », « peaux de boa ». Nous les retravaillons à

l'aide de nos machines ou des solutions chimiques pour les rendre souples à notre usage.

Faites-nous des confidences....

Dans notre métier, il y a aussi des corvées. Quand un client se montrant malin, ne veut pas payer la somme minimale pour la conception de ses chaussures, il nous arrive d'acheter du matériel bon marché. Gare à lui, si les chaussures se gâtent vite... Il l'aurait cherché. Rires. Certains clients exigent que nous fassions le travail avant de payer. On est obligé de déboursier nos propres fonds pour les satisfaire et ainsi gagner leur confiance. Néan-

moins si l'on n'a aucune réserve financière, ces opportunités d'affaires nous échappent. Je continue d'apprendre auprès de mes collègues. Par exemple, j'ai appris la conception des chaussures design et des sandales royaux auprès des collègues amis.

Quels conseils voudriez-vous prodiguer à l'endroit des lecteurs cibles et des jeunes désireux de s'auto-employer ?

Dans le secteur informel, la formation précède l'auto-entrepreneuriat. Quand l'on est un entrepreneur autonome, il est nécessaire d'avoir un esprit relationnel assez ouvert sur tout le monde, dans l'optique de vendre ses talents. Nos clients aiment l'honnêteté, la rapidité dans la livraison des commandes. Il faut aussi avoir horreur de la paresse et nourrir un esprit de créativité assez poussé. Plus vous innovez, plus vos potentialités éclosent et plus vos clients vous privilégient.

Votre mot de fin

Merci pour l'occasion

Propos recueillis par Edoh Sodji (stagiaire)

Siège du Chef de file de l'Opposition

Gilchrist, confortablement assis !

Au lendemain des législatives du 20 décembre 2018, le siège du Chef de file de l'Opposition togolaise a changé d'occupant. Le Président du parti Union des Forces de Changement (UFC), Gilchrist Olympio, succède à Jean-Pierre Fabre dont le parti, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), jusque-là membre de la C14, a boycotté ladite échéance électorale. Depuis le jeudi 28 mars dernier, le nouveau Chef de file de l'opposition a confortablement pris place dans son nouveau siège.

En respect des dispositions de la Loi N°2013-015 du 13 juin 2013 portant statut de l'Opposition, Dr Gilchrist Olympio est, depuis la semaine dernière, officiellement entré dans ses fonc-

tions de nouveau Chef de file de l'Opposition togolaise. Le deuxième après l'institution de cette loi qui détermine le statut juridique de l'Opposition. Ceci, dans le cadre de la consolidation



Gilchrist Olympio, Pdt de l'UFC, Chef de file de l'Opposition (mardi à l'Assemblée Nationale)

de la démocratie pluraliste et de la participation de l'ensemble des forces politiques à la construction nationale et l'éducation civique.

A en croire Gaëtan Ahoomey-Zunu, cadre de l'UFC et député nouvellement élu du Grand Lomé, le décret de reconnaissance a été remis au président national du parti du Palmier rouge le jeudi 28 mars dernier,

par le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, Payadowa Boukpassi. Ainsi donc, conformément à l'Article 26 du Chapitre 111 de cette loi portant statut du Chef de file de l'Opposition, le fils du premier Président du Togo succède à son ancien protégé, Jean-Pierre Fabre, avec rang de Président d'Institution de la République. En vertu des droits liés

à son nouveau statut, M. Olympio bénéficie des privilèges et des avantages.

Au titre des obligations, le Président national de l'UFC qui se taille sept (07) sièges au parlement devra veiller à la préservation de l'intérêt supérieur de la nation dans le cadre de ses activités, à se conformer aux devoirs citoyens et républicains, et surtout, participer aux manifestations publiques officielles auxquelles il sera invité. C'est ainsi qu'il a participé, mardi, dans son nouveau manteau, à la cérémonie d'ouverture officielle de première session de l'année 2019 de la sixième Législature de la IVème République.

Somme toute, un bon début de son mandat à lui conféré, de droit, par l'Article 24 de la loi portant statut de l'Opposition. Laquelle reconnaît l'UFC comme la première formation politique appartenant à l'Opposition, ayant le plus grand nombre de députés à l'Assemblée.

Magloire TEKO

Au titre des obligations, le Président national de l'UFC qui se taille sept (07) sièges au parlement devra veiller à la préservation de l'intérêt supérieur de la nation dans le cadre de ses activités, à se conformer aux devoirs citoyens et républicains, et surtout, participer aux manifestations publiques

Réformes politiques / A minima ou a maxima

L'heure a sonné, monsieur le Président

Depuis que les législatives du 20 décembre 2019 ont doté le Togo d'une nouvelle configuration politique à dominante « majorité », les Togolais attendent dans la fébrilité, la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles préconisées par l'Accord Politique Global (APG) et la CVJR, recommandées aussi par le HCRRUN et réappropriées par la feuille de route de la Cédéao adoptée à Lomé le 31 juillet 2018 en vue d'une sortie de crise apaisée au Togo. A présent que les écuries sont « nettoyées » au parlement, il incombe plus que jamais, et ceci, pour les besoins de la cause, au Président Faure Gnassingbé, de siffler la fin de la récréation en ordonnant à la représentation nationale qui vient d'ouvrir sa première session ordinaire de l'année, mardi dernier, de plancher sans tarder sur ce dossier brûlant de l'heure.



Faure Gnassingbé

de l'Etat. Le 31 juillet 2018, la conférence des Chefs d'Etat de la Cédéao à son tour, se l'est réappropriée dans l'adoption de la feuille de route en vue d'une sortie de crise apaisée au Togo.

De son côté, le pouvoir en place, par la voix du Président Faure Gnassingbé, n'a jamais manqué l'occasion de réaffirmer son attachement à la chose. Paradoxalement, malgré les beaux discours du pouvoir, la mise en œuvre de ces réformes demeure une chimère. Pour montrer pattes blanches, le pouvoir n'a jamais manqué de mettre en cause l'ex-Opposition parlementaire comme étant à l'origine de la situation de blocage. Mais sur le terrain, la réalité est tout autre : la responsabilité du statu quo semble être partagée par la majorité et l'Opposition.

En 2017, dans les effervescences de la contestation, un groupe de partis membres de l'Opposition parlementaire d'alors, a introduit au parlement, une proposition de loi portant réformes constitutionnelles et insti-

tionnelles. Pour la simple raison qu'au niveau de la disposition concernant la limitation du mandat présidentiel, figurait la mention « fétiche » de l'Opposition, « En aucun cas... », l'initiative n'a pas prospéré. Les députés de la majorité qui prenaient la chose comme une manœuvre en cours en vue de mettre leur « champion », hors-jeu, ont empêché l'évolution du dossier. Par la suite, l'adoption d'un projet de loi introduit au parlement par le gouvernement a été boycottée par l'ex-Opposition parlementaire au motif que la mention « En aucun cas... », ne figurait pas au niveau de la disposition portant limitation du mandat présidentiel. En somme, le retour de l'ascenseur.

Allons-y... l'heure a sonné

Aujourd'hui, cette Opposition qui s'accrochait farouchement, tel un polype à son rocher, à la formule « En aucun cas... », n'est plus au parlement. La voie est donc ouverte à la majorité de démontrer sa bonne foi en fai-

sant le pas. D'où la nécessité pour le Président Faure Gnassingbé d'user de sa double casquette du Chef de l'Etat et du Président du parti majoritaire au parlement pour agir sans plus tarder. Il lui revient de prendre l'initiative qui convient pour que la mise en œuvre de ces réformes, a minima ou a maxima, soit finalement une réalité au Togo.

Certes, à l'ouverture mardi dernier de la première session ordinaire de l'année 2019, de la 6ème législature de la IVème République, la présidente du parlement Chantal Yawa Tsègan a fait cas de cette préoccupation. Toutefois, l'implication personnelle du Chef de l'Etat s'impose pour accorder à la question, toute l'attention requise en temps utile. Les regards sont donc tournés vers le palais de la Présidence à partir d'où, le ton sera donné pour la satisfaction pleine et entière de cette aspiration profonde du peuple togolais, maintes fois réaffirmée. Au regard des Locales et surtout de la Présidentielle de 2020 qui approchent à grands pas, le Président Faure serait bien inspiré de s'exécuter le plus tôt possible pour éviter d'empiéter sur le délai au-delà duquel toute réforme est censée, interdite à la veille des échéances électorales dans l'espace Cédéao. En un mot, le Président Faure ne dispose que de très peu de temps, mais de larges marges de manœuvres pour agir dans ce cas, pour le plus grand bien des Togolais.

Loïcias

Trop de temps perdus

Ce n'est un secret pour personne, depuis le tripatouillage de la constitution de 1992, la mise en œuvre des réformes

Togo. A Ouagadougou en 2006, l'Opposition, majorité et société civile ont marqué leur accord sur la question dans la conclusion de l'APG, sous l'égide du Président du Faso d'alors, Blaise

Aujourd'hui, cette Opposition qui s'accrochait farouchement, tel un polype à son rocher, à la formule « En aucun cas... », n'est plus au parlement. La voie est donc ouverte à la majorité de démontrer sa bonne foi en faisant le pas. D'où la nécessité pour le Président Faure Gnassingbé d'user de sa double casquette du Chef de l'Etat et du Président du parti majoritaire au parlement pour agir sans plus tarder.

constitutionnelles et institutionnelles a toujours été au cœur des principales revendications des partis d'Opposition et des organisations de la société civile résolument engagés dans la lutte pour un changement démocratique au

Compaoré. En 2017, face aux multiples tergiversations de nature à hypothéquer dangereusement sa mise en œuvre, le HCRRUN l'a remise au goût du jour à travers une recommandation spéciale adressée au Chef

Célébration de la Journée Internationale des Droits de la Femme

Le SYNPHOT et la FENASSEP entre constats et recommandations

Le monde entier célébrait, le 08 mars dernier, la journée Internationale des Droits de la Femme. Pour marquer l'évènement au Togo, les femmes agents de Santé, membres du Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (Synphot) et femmes agents de l'administration générale, membres de la Fédération Nationale des Syndicats des Services Publics (Fenassep) venues de différentes villes du pays étaient en conférence-débat le 28 mars dernier à Lomé au siège du Synphot.

Axée sur le thème « gouvernance locale et le leadership féminin », cette rencontre a permis aux femmes du Synphot et du Fenassep d'analyser les conditions de vie et de travail de la femme, agent de l'administration générale et de la santé. Le constat est clair que dans le secteur de la santé et de l'administration générale, les marginalisations de la gent féminine n'ont pas diminué. Dans leur

déclaration, les femmes du Synphot et du Fenassep reconnaissent que le harcèlement sexuel sur les lieux de travail est toujours d'actualité, que la promotion de la parité Homme/Femme déclinée par le Chef de l'Etat prend une faible proportion, que les violations des droits de la femme agent public sont multiples et multiformes, que l'IRPP est élevé pour les femmes salariées par rapport à celui des hom-



Le Dr Tsolenyanu (micro en main) animant la conférence-débat en compagnie des femmes du Synphot et de la Fenassep

mes, de l'insuffisance de la protection de la maternité de la femme salariée etc...

Face à ces différents constats, les femmes du Synphot et du Fenassep recommandent :

- le respect de la parité Homme/Femme, la mise en place des mécanismes pour décourager les

harcèlements sexuels sous toutes leurs formes sur les lieux de travail, la revalorisation de la valeur indicielle pour rehausser le pouvoir d'achat de la femme agent public, la ratification de la convention 183 de l'OIT sur la protection de la maternité, l'amélioration des mécanismes d'affectation pour le respect des dispo-

sitions légales, administratives sur le rapprochement de conjoints et le découpage scolaire, l'amélioration des dispositions légales et administratives en faveur de la promotion des droits de la femme.

Les femmes agents de la santé et de l'administration générale sont par ailleurs exhortées à l'engagement syndical, à plus de professionnalisme, à la défense des droits de la femme et à un changement positif de leur personne.

Pour clôturer les festivités, le délégué médical Nathalie Noameshi, honoré par le CIO aux USA, a reçu des mains du Dr Gilbert Tsolenyanu, un diplôme de mérite.

Gabon, Cameroun, Algérie

Sous la hantise des fantômes de la magistrature suprême

L'Afrique est malade de ses dirigeants. Tant dans la gouvernance politique qu'économique, le pas que marque le continent est la conséquence des gestions scabreuses au sommet des Etats. Les velléités de conservation du pouvoir ont fait développer dans l'entourage de nombre de Présidents africains des méthodes de prise en otage de tout un peuple. Du Gabon en passant par le Cameroun pour atterrir en Algérie, les masques sur la gestion de façade derrière l'image des Présidents tombent.

Gabon, le régime du faux

La succession dynastique a porté au pouvoir en 2009 Ali Bongo. Les premières heures de cette succession qui a été décriée par l'Opposition, ont suscité un espoir chez nombre de Gabonais qui voyaient en l'émergence de ce jeune, une ultime chance de réinventer le Gabon. Malheureusement, Ali Bongo n'a pu s'affranchir de l'entourage de son père qui l'a porté jusqu'au 24 Octobre 2018 où celui-ci a été frappé d'un accident Cérébro-vasculaire alors qu'il était hospitalisé à Riyad en Arabie Saoudite. Ce malheureux événement va révéler le vrai visage du régime qui gouverne le Gabon. Quatre jours après cet accident, l'entourage du Chef de l'Etat déclare que ce dernier souffre d'une "fatigue légère", puis "sévère". Des vidéos muettes ont été concoctées à cet effet pour démontrer la bonne santé du Chef de l'Etat. Cette mise en scène maladroite va trahir la

**Ali Bongo**

volonté de l'entourage du Chef de l'Etat de faire croire en sa capacité d'assumer ses charges alors qu'en réalité depuis son accident, les leviers du pays étaient entre les mains de sa femme Edith Bongo, fille du Président Sassou N'Guesso, de la présidente de la Cour Constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo et de Frédéric Bongo, frère du Chef de l'Etat. Le coup d'Etat avorté du 7 janvier va précipiter le retour d'Ali Bongo le 14 janvier 2019 au pays, un moyen de faire endormir les Gabonais. Les allers et retours de ce dernier entre Rabat et Libreville confirment la gouvernance de l'entourage d'ABO derrière la façade de ce dernier.

A quelques kilomètres de Libreville, au Palais d'Etoudi à Yaoundé, c'est tout le Cameroun qui pleure son pigeon voyageur financé à coût de millions sur les deniers publics.

Paul Biya, la gestion par procuration

En 36 ans de règne, le

**Paul Biya**

Président Paul Biya a passé 1645 jours hors du pays laissant la gestion du Cameroun entre les mains de son cercle fermé. Outre les 36 années de "gouvernance par l'absence", les voyages du Président camerounais ont coûté les yeux de la tête. D'après une enquête de l'OCCRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project) sur la période 1982-2017, les voyages de Paul Biya toujours accompagné d'une délégation forte d'au moins 50 personnes ont coûté plus de 65 millions de dollars au pays. Selon le rapport d'enquête, un séjour à l'hôtel 5 étoiles intercontinental de Genève où il a l'habitude d'atterrir, s'élève à 40 000 dollars par jour sans compter la nourriture, les divertissements et la location d'avions privés. Des factures, selon l'OCCRP, montrent qu'en 2013 l'avion du Chef de l'Etat a été maintenu en attente pendant deux semaines à un coût quotidien de près de 157000 dollars. A ces taux, selon le FMI, le coût des

**Abelaziz Bouteflika**

vols de Biya peut s'élever à au moins 117 millions de dollars. Le constat est alarmant, puisque Paul Biya peut s'absenter pendant plus de trois mois loin de son fauteuil présidentiel et durant son absence, la gestion du pays se fait par procuration. A 85 ans, Paul Biya qui vit son 7ème mandat n'est pas prêt de lâcher prise pour le bonheur de son entourage qui se la coule douce pendant que le soulèvement dans la partie anglophone du pays oubliée dans les politiques de développement du pays bat son plein.

Malgré le soulèvement, les Camerounais devront encore subir les affres de la gestion par procuration, tout le contraire pour les Algériens qui viennent d'anéantir le fantôme au sommet de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika

Bouteflika Out ! Cap sur la transition démocratique

Invisible et inaudible depuis 2014, Abdelaziz Bouteflika a été poussé à la démission le 02

Avril dernier à la suite d'une révolution de six semaines. Au pouvoir depuis 20 ans, le désormais ex-Président algérien ne briguera pas un 5ème mandat. Foudroyé par un Accident Cardio-Vasculaire (AVC) en 2013, Bouteflika depuis lors, était devenu invisible au sommet de l'Etat, laissant le pouvoir entre les mains de son entourage, décrié lui aussi aujourd'hui. L'on dirait que la candidature pour un 5ème mandat de Bouteflika était un mal qui a fait un bien fou à l'Algérie entière, puisque le départ de Bouteflika n'est pas la fin de la révolution mais le début d'une lutte pour assainir le sommet de la République. Cela justifie donc le refus de se conformer aux lois de la République qui prévoyait la succession en cas de démission. Le Président du Conseil de la Nation Abdelkader Bensalah n'aura peut-être pas la chance de goûter aux délices du pouvoir durant les 90 jours à l'issue desquels il est prévu par la constitution d'organiser de nouvelles élections. Les Algériens appuyés par le porte-parole de la diplomatie américaine pourront fixer eux-mêmes le cadre de la future transition. « Il revient aux Algériens de décider comment gérer cette transition », indiquait Robert Palladino.

Certes, le chemin est encore long mais les Algériens ont réussi à anéantir le fantôme qui les hantait depuis 2014.

Isaac Tonyi

Feuille de route de la diaspora togolaise

Mieux impliquer les Togolais de l'étranger dans le processus de développement du pays

Le ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Togolais de l'extérieur ne cesse de multiplier les initiatives visant à encourager la diaspora à participer activement au processus de développement du Togo. Le lundi 1^{er} avril dernier, le Prof Robert Dussey, le Chef de la diplomatie togolaise a lancé une nouvelle feuille de route qui a pour objectif d'asseoir, entre les Togolais d'ici et d'ailleurs, une meilleure interaction dans l'intérêt du pays.

D'après les statistiques, plus de 2 millions de Togolais vivent à l'extérieur du pays. Cependant, ces derniers sont un maillon considérable dans la chaîne de développement du pays. Un récent rapport estime à 450 millions de dollars, le montant total des fonds envoyés au pays par ceux-ci. Soit, plus de 10% du PIB national. Pour mieux canaliser ces énergies positives, le gouvernement déroule depuis peu, plusieurs activités dont l'ob-

jectif est d'encourager ces Togolais de la diaspora à revenir investir au pays, résolument engagé vers l'émergence.

C'est dans cette perspective qu'une feuille de route vient d'être lancée, cette semaine, par le ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Togolais de la diaspora. L'objectif visé à travers cette initiative, explique le Prof Robert Dussey, est de créer les conditions d'une forte participa-

**Prof Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères**

tion des Togolais vivant à l'étranger à une forte participation au développement du Togo. Autrement, donner l'opportunité à chacun des Togolais à apporter sa pierre à la construction d'une nation nouvelle et prospère.

« La mise en œuvre de la feuille de route permettra à notre pays de faire de la dias-

pora, un partenaire stratégique du Plan National de Développement...à travers le transfert de compétences et d'activités, le renforcement des relations entre les nationaux et les Togolais expatriés et la mobilisation des ressources », a expliqué le Chef de la Diplomatie togolaise. Et de poursuivre en

précisant qu'elle mettra l'accent sur une revalorisation du capital humain, économique et social de la diaspora, le renforcement de la communication et des relations entre le gouvernement et l'amélioration de la défense et de la protection des intérêts des Togolais.

En clair, la nouvelle feuille de route se veut une trouvaille pour ce département du gouvernement Klassou II d'assurer à la diaspora, une meilleure organisation en vue d'une plus adéquate implication dans l'effort de développement du pays, engagé sur plusieurs fronts devant lui assurer, à l'horizon 2030, l'émergence.

5^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat Vers un nouveau fichier actualisé

Après le quatrième, effectué en 2010, le gouvernement s'active à actualiser, à nouveau, l'effectif de la population togolaise. Ceci, à travers le 5^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), prévu pour novembre 2020. L'Etat d'avancement des préparatifs a été présenté, en début de semaine, par le gouvernement togolais aux partenaires techniques et financiers dont le PNUD et l'UNFPA.

Au travers de cette réunion de partage, tenue lundi, le ministre en charge de la Planification, du Développement et de la Coopération a déroulé aux partenaires le chantier ouvert dans le cadre des préparatifs de cette opération consistant à actualiser l'effectif de la population et à la mise en place d'un système d'information géographique intégrant les infrastructures socio-collectives. D'après la ministre Ayawovi

Demba Tignokpa, les préparatifs de ce cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) pilotés par le ministère du Développement et de la Planification à travers l'INSEED vont bon train.

« Le gouvernement s'est engagé à réaliser en 2020, le recensement, conformément à la périodicité décanale des Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat préconisée par les Nations



Klassou Sélom, PM

Unies. Cet engagement est manifesté par la prise du décret portant organisation et création des organes d'un Recensement Général de la Population et de l'Habitat et des enquêtes post-

censitaires au Togo, en décembre 2018, l'inscription du financement du RGPH 5 dans les propositions de loi des finances de 2019-2021», a notamment expliqué le ministre.

Et préciser, plus loin, que, pour la réussite de l'opération, un accent particulier sera mis sur la mobilisation de toutes les parties prenantes, commençant par les organisations communautaires telles que les Comités de Développement de Quartier (CDQ), les Comités de Développement du Villages (CDV) ainsi que les leaders religieux qui, précise Mme Tignokpa, seront fortement

sollicités pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie de sensibilisation dans leur milieu respectif.

Cette opération, précise pour sa part, le Directeur général de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), permettra au gouvernement d'avoir une meilleure appréciation de l'évolution des tendances démographiques du pays, de même que de l'élaboration ainsi que le suivi-évaluation des plans et programmes de développement économique et social.

Pour ce faire, de nouvelles rencontres devront se tenir, dans les jours qui suivent, entre le gouvernement et les différents partenaires, tant nationaux qu'internationaux et de la société civile en vue de l'adoption d'une approche participative et plus inclusive dans le cadre de la mise en œuvre de cette opération qui permettra au Togo d'avoir un fichier actualisé de la démographie togolaise. Ceci, en vue d'une meilleure planification des politiques de développement.

Magloire TEKO

Fonds d'Aide à la Culture 2018 600 millions alloués pour 250 projets

Adoptée depuis 2011, la politique culturelle du gouvernement togolais fait son chemin. Pour le compte de l'année 2018, le Fonds d'Aide à la Culture (FAC) a débloqué 600 millions en faveur de 250 projets culturels retenus par le ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs.

Ils sont encore nombreux, les acteurs culturels à dérouler, pour une nouvelle fois et durant plusieurs mois, une bonne panoplie d'activités. Lesquelles s'inscrivent dans la droite ligne de la promotion de la culture au Togo. Par l'entremise du Fonds d'Aide à la Culture (FAC), le gouvernement togolais vient

d'injecter 600 millions FCFA dans la réalisation de 250 projets viables retenus par les services techniques du ministère en charge de la Culture, après évaluation.

Ainsi donc, les projets retenus s'inscrivent dans la dynamique de la promotion des "Arts de la Scène" bénéficiant d'un accompagnement financier de 274 millions CFA. Pendant ce temps, 66,8 millions sont alloués à la rubrique « Patrimoine ». Quant aux « manifestations nationales et internationales », elles bénéficient d'une enveloppe

de 30 millions. Pour ce qui est des « productions audiovisuelles et cinématographiques », les porteurs desdits projets bénéficient d'un budget de 104,5 millions. Dans le chapitre des « Arts plastiques », 59 millions y sont affectés.

Un accompagnement, somme toute, salubre du gouvernement qui permettra, encore une fois, aux acteurs culturels togolais, détenteurs d'un répertoire délivré par le ministère de l'Administration Territoriale et connus des services techniques du ministère de la Culture, d'exprimer leur ingéniosité et leur sens de créativité. Ceci, à travers des projets artistiques qui apportent de la plus-value à la culture togolaise.

MT

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96

e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédacteur en chef
Magloire TEKO (91 44 38 79)

Rédacteurs
Loïclas
Del-Jo
Magloire Têko
Isaac Tonyi
Oscar Sékaya

Correcteurs
Edgar K. DJISSENOU
Edson Dogbè

Stagiaire
SODJI Edoh

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

L'OEIL DU CITOYEN

Un fait de société vous paraît anormal, dans vos services, quartiers, villes ou villages, préfectures ou régions.

Vous voudriez bien le porter à la connaissance de l'opinion.

Chers lecteurs et citoyens, nous vous offrons le canal idéal. Contactez-nous, par WhatsApp, au 90 20 36 51 ou au 91 44 38 79.

Flambeau des Démocrates se fera le devoir de porter haut, votre voix, dans ses colonnes, dans la rubrique « L'œil du Citoyen ».

L'action citoyenne en faveur de la bonne gouvernance et du développement intégral, c'est ton affaire, c'est votre affaire, c'est notre affaire.

Flambeau des Démocrates, ni griots serviles, ni critiques stériles, nous sommes journalistes.

La Rédaction !

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECEPTES

LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées
avec TVA / sans TVA

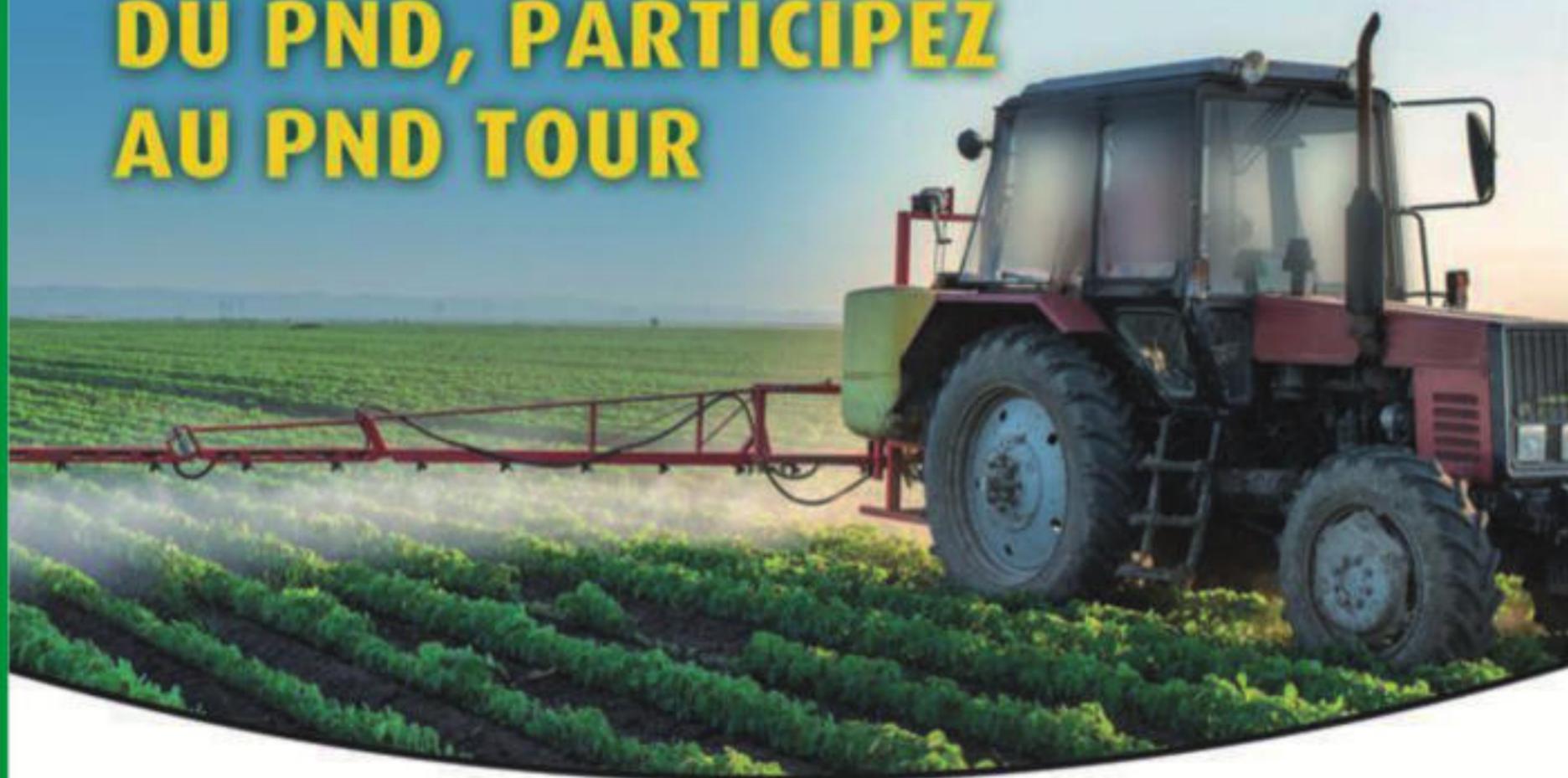
3 800 FCFA 1 500 FCFA

La planche de vignettes

10 800 FCFA 2 700 FCFA

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

DEVENEZ ACTEUR DU PND, PARTICIPEZ AU PND TOUR



Tu aimes ton pays, participe au PND TOUR dans ta ville !

Après le lancement officiel du **Plan National de Développement 2018-2022**, le Gouvernement de la République Togolaise vous invite à participer activement au **PND TOUR qui aura lieu à partir du 4 avril 2019**.

Le PND TOUR, c'est un rendez vous avec le génie de notre pays à travers les potentialités socio économiques de chaque localité, des rencontres avec les forces vives de la nation et les acteurs économiques sur toute l'étendue du territoire national.

C'est aussi l'occasion, d'expliquer aux populations togolaises les enjeux du PND.

Au programme : Présentation du PND, expositions, caravane, rencontres et opportunités d'affaires.

Le PND TOUR, l'occasion de s'impliquer pour le développement du Togo.



Retrouvez toutes les dates du PND Tour sur
www.republiquetogolaise.com ou [facebook.com/PresidenceTG](https://www.facebook.com/PresidenceTG)